



WWF

SYNTHÈSE

INT



RAVIVER L'ÉCONOMIE DES OCÉANS EN MÉLANÉSIE

Plaidoyer pour l'action - 2016

en association avec



Le **Global Change Institute** (www.gci.uq.edu.au) de l’Université du Queensland (Australie) est une source indépendante de recherches, d’idées et de recommandations inédites destinées à relever les défis d’un monde en pleine évolution. Sa mission consiste à lutter contre les impacts du changement climatique, de l’innovation technologique et de la croissance démographique en menant des études collaboratives sur quatre thèmes clés : l’énergie propre, les systèmes alimentaires, l’eau durable, et la santé des océans. Le Professeur Hoegh-Guldberg et le Dr Tyrone Ridgway, qui consacrent également des travaux aux écosystèmes coralliens et à leur réaction aux changements environnementaux rapides, n’ont perçu aucune rémunération pour la rédaction du présent rapport.

Le **Boston Consulting Group** (BCG) est un cabinet international de conseil en gestion occupant le premier rang mondial des consultants en stratégie d’entreprise. Sa stratégie consiste à nouer des partenariats avec ses clients du secteur privé, public et associatif de toutes les régions afin d’identifier leurs meilleures opportunités, de répondre à leurs défis les plus urgents et de transformer leurs entreprises. Son approche personnalisée combine une analyse poussée de la dynamique des entreprises et des marchés et une collaboration étroite à tous les niveaux de l’organisation cliente. Il permet ainsi à ses clients de bénéficier d’un avantage concurrentiel durable, de bâtir des organisations plus performantes et d’obtenir des résultats pérennes. Fondé en 1963, le BCG est une société privée possédant 85 bureaux dans 48 pays. Pour plus d’informations, visitez le site bcg.com.

Le **WWF** est l’une des organisations indépendantes de conservation de la nature les plus importantes et les plus expérimentées au monde, forte de plus de 5 millions d’adhérents et d’un réseau mondial englobant plus de 100 pays.

La mission du WWF est de stopper la dégradation de l’environnement naturel de la planète et de construire un avenir où les humains vivent en harmonie avec la nature, en conservant la diversité biologique mondiale, en assurant une utilisation durable des ressources naturelles renouvelables et en promouvant la réduction de la pollution et du gaspillage.

© WWF International 2016

Une production du WWF International

Dans le présent rapport, ni la désignation des entités géographiques, ni la présentation des informations n’impliquent l’expression d’une quelconque opinion de la part du WWF au sujet du statut juridique des pays, des territoires, des régions et de leurs administrations, ou encore de la délimitation de leurs frontières.

Publié en octobre 2016 par le WWF (World Wide Fund for Nature, ex-World Wildlife Fund) à Gland (Suisse). Toute reproduction intégrale ou partielle de la présente publication doit mentionner le titre et l’auteur principal et reconnaître à l’éditeur susmentionné la qualité de titulaire des droits d’auteur.

© Texte 2016 WWF. Tous droits réservés.

ISBN 978-2-940529-43-8

Citation recommandée : Hoegh-Guldberg, O. et coll., 2016. *Raviver l’économie des océans en Mélanésie : plaidoyer pour l’action 2016, Synthèse*. WWF International, Gland (Suisse), 20 pp.

Imprimé par : Quality Print, Suva (îles Fidji)

© WWF International 2016

Couverture

Enfant de l’île de Tavewa (Fidji) tenant en main un poisson fraîchement capturé. L’épuisement des pêches côtières fait craindre un assombrissement des perspectives des jeunes générations mélanésiennes.

© Shiri Ram / WWF

Auteurs principaux : Professeur Ove Hoegh-Guldberg et Dr Tyrone Ridgway, Global Change Institute, Université du Queensland, St. Lucia 4072, Australie

The Boston Consulting Group : Marty Smits, Taz Chaudhry, Jamie Ko, Douglas Beal, Camille Astier

Rédacteurs en chef : John Tanzer et Kesaia Tabunakawai

Directeur de la rédaction : Paul Gamblin

Conseillers de rédaction : Sian Owen, Aimee Gonzales, Sally Bailey, Jackie Thomas, Seema Deo

Nous tenons à remercier particulièrement : Alfred ‘Bubba’ Cook, Alfred Ralifo, Alfred Schumm, Ali Dehlavi, Andrew Smith, Barney Jeffries, Campbell Davies, Catalina Reyes Nivia, Christian Neumann, Cristina Eghenter, Dirk Zeller, Duncan Williams, Elizabeth Brierley, Evan Jeffries, Francis Areki, Geoffrey Muldoon, Ghislaine Llewellyn, Hubert Geraux, Hugh Govan, Ian Campbell, Jessica Battle, Joanne Davy, Jose Ingles, Joshua Bishop, Jurgenne Honculada, Keith Symington, Leanne Fernandes, Linwood Pendleton, Louise Gallagher, Luke Brander, Marc Oremus, Mark Spalding, Mary Rokonadravu, May Guerraoui, David Hirsch, Milika Sobey, Olga Pantos, Paolo Mangahas, Paula Holland, Philip James, Rashid Sumaila, Rebecca Samuel, Robert Gillett, Shannon Seeto, Sharmaine Siaguru, Simon Walmsley, Valérie Burgener, Toby Roxburgh

Maquette : Stefane Mauris

Infographie : Catalyze Communications (Marc-Antoine Dunais, Maria Thezar)

Données supplémentaires : nous remercions les porteurs du Projet de gestion de la biodiversité marine et côtière dans les pays insulaires du Pacifique (MACBIO) d’avoir bien voulu nous transmettre les rapports d’évaluation des services écosystémiques marins établis pour les Fidji, les îles Salomon et le Vanuatu avant même leur publication.

À propos des auteurs principaux : Le Professeur Ove Hoegh-Guldberg est Directeur du Global Change Institute et Professeur d’études marines à l’Université du Queensland. L’un des auteurs les plus cités dans les domaines du changement climatique et des écosystèmes marins, il consacre plus particulièrement ses recherches aux impacts du réchauffement et de l’acidification océaniques. Auteur de plus de 250 articles et chapitres d’ouvrages révisés par des pairs, Ove a aussi coordonné le chapitre régional Océans du Cinquième rapport d’évaluation du GIEC en qualité d’auteur principal et présidé le Groupe du ruban bleu au sein du Partenariat mondial pour les océans. Responsable scientifique de la XL Catlin Seaview Survey et de l’Ocean Agency, membre de l’Académie australienne des sciences, il a reçu en 2014 le Prix Changement climatique décerné par la Fondation Prince Albert II de Monaco. Ove tient à dédier ce rapport à Hans Hoegh- Guldberg, auteur de nombreux rapports du WWF sur les impacts sociaux et économiques des changements climatiques.

Le Dr Tyrone Ridgway est le Responsable du programme sur la santé des océans au Global Change Institute de l’Université du Queensland. Axées sur les écosystèmes marins tropicaux, ses recherches ont donné lieu à de multiples publications au sujet des répercussions du réchauffement océanique sur les écosystèmes marins. Directeur de la XL Catlin Seaview Survey, Tyrone possède une expérience appréciable dans les domaines de la recherche, de la gestion des ressources, de l’éducation et de la communication scientifiques, et du pilotage des programmes.

Le rapport complet est disponible à l’adresse : ocean.panda.org.

L’OCÉAN, POUMON DE LA MÉLANÉSIE

© WWF International 2016

Les Mélanésiens entretiennent une relation étroite avec la mer, que ce soit au plan social, culturel ou économique. Le rapport *Raviver l’économie des océans en Mélanésie* estime la valeur économique annuelle des actifs océaniques et côtiers de cette région du Pacifique Sud-Ouest à plus de 5,4 milliards d’US\$ et chiffre la valeur globale du patrimoine océanique à 548 milliards d’US\$ sur la base d’hypothèses prudentes.

© WWF International 2016

Fréquemment réunis sous le vocable « mer d’îles », les pays et territoires insulaires du Pacifique se divisent plus précisément en trois sous-régions : la Mélanésie, la Micronésie et la Polynésie. La Mélanésie regroupe la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Salomon, le Vanuatu, la Nouvelle-Calédonie et les Fidji.

Adossées aux deux piliers traditionnels que sont la consommation raisonnable des ressources et la bonne gestion de l’environnement, les cultures insulaires du Pacifique partagent en outre la même vision de l’océan : celle d’un facteur de rapprochement et non de séparation.

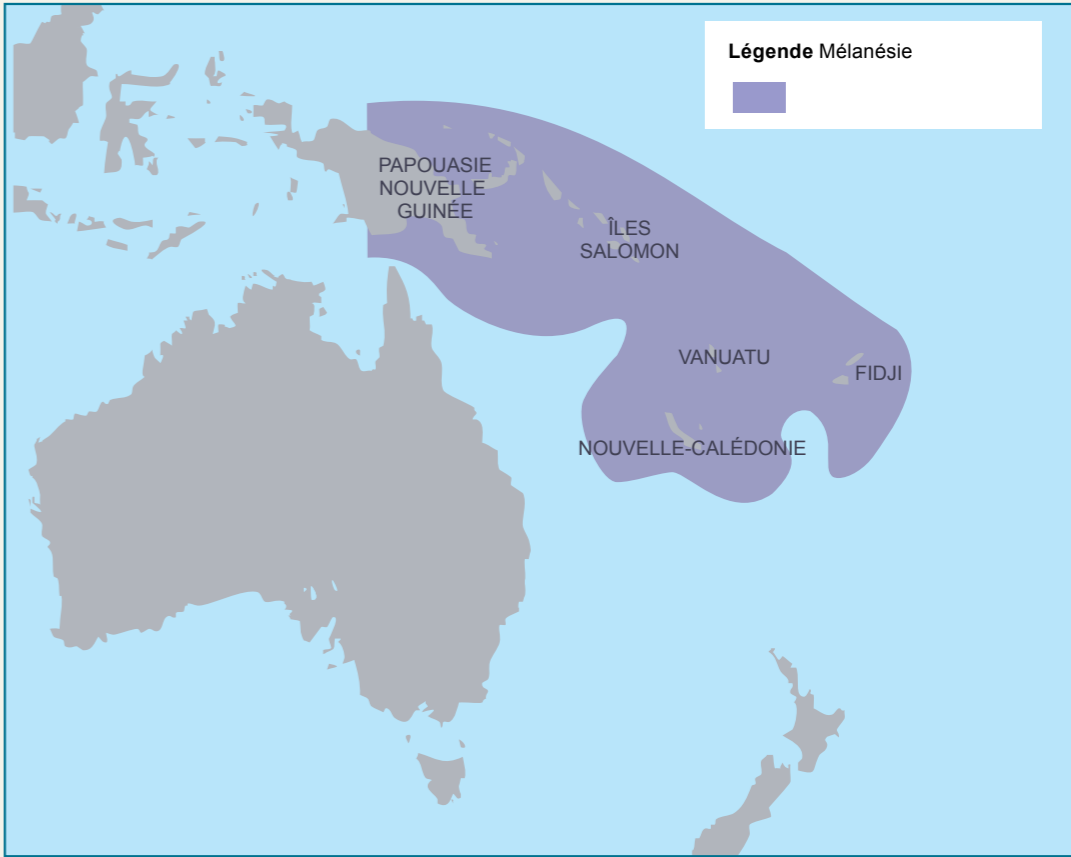


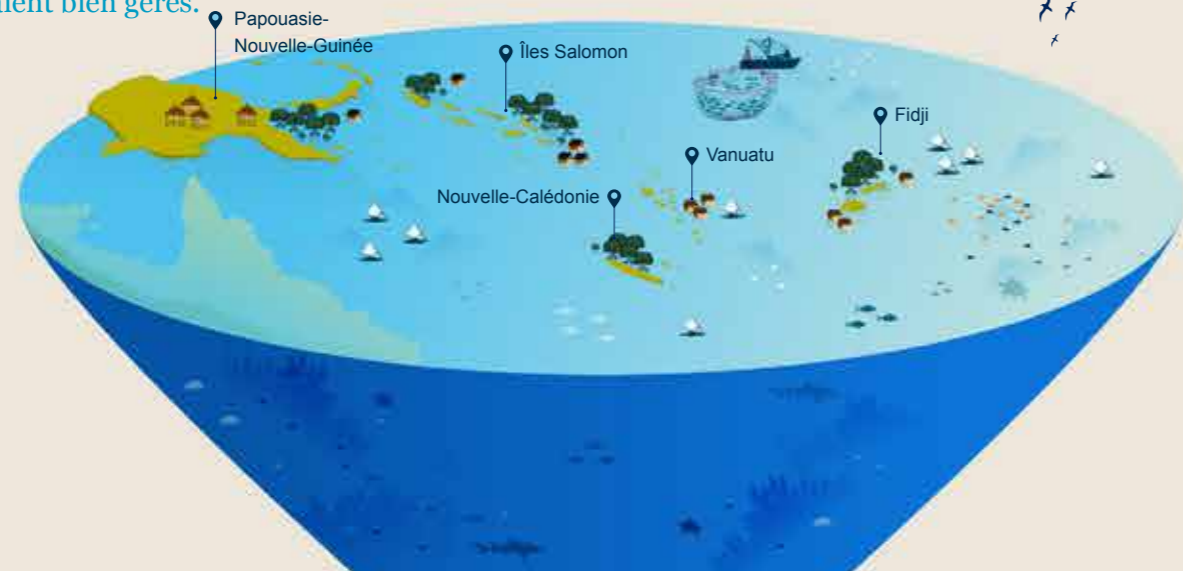
FIGURE 1 OCÉAN : QUELLE VALEUR ÉCONOMIQUE POUR LA MÉLANÉSIE ?

VALEUR DES ACTIFS OCÉANIQUES MÉLANÉSIENS : UN FONDS DE RICHESSES COMMUNES

Les biens et services fournis par les océans de la région mélanésienne procurent bien plus de valeur que nous ne le croyons et pourraient en générer encore davantage s'ils étaient bien gérés.

548 Md US\$

BASE D'ACTIFS FORMANT LE FONDS DE RICHESSES COMMUNES



RÉCIFS CORALLIENS, MANGROVES, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, MOYENS D'EXISTENCE, PROTECTION CONTRE LES TEMPÊTES, ACTIFS TOURISTIQUES : TOUT EST LIÉ

ACTIFS PRIMAIRES

	Pêches marines	124,1 Md US\$
	Mangroves	109,6 Md US\$
	Récifs coralliens	145,7 Md US\$
	Herbiers	151,4 Md US\$

ACTIFS SECONDAIRES

	Littoral productif	14,7 Md US\$
	Absorption du carbone	2,9 Md US\$



PRODUIT MARIN BRUT DE LA MÉLANÉSIE

(données de 2015)

Le Produit marin brut (PMB) constitue la valeur économique annuelle générée par l'océan.

27%

BÉNÉFICES SECONDAIRES DE L'OCÉAN

- 20% Tourisme côtier
- 5% Séquestration du carbone
- 2% Protection côtière

17%

SERVICES DIRECTS FOURNIS PAR L'OCÉAN

- 9% Industrie des croisières
- 8% Tourisme marin

56%

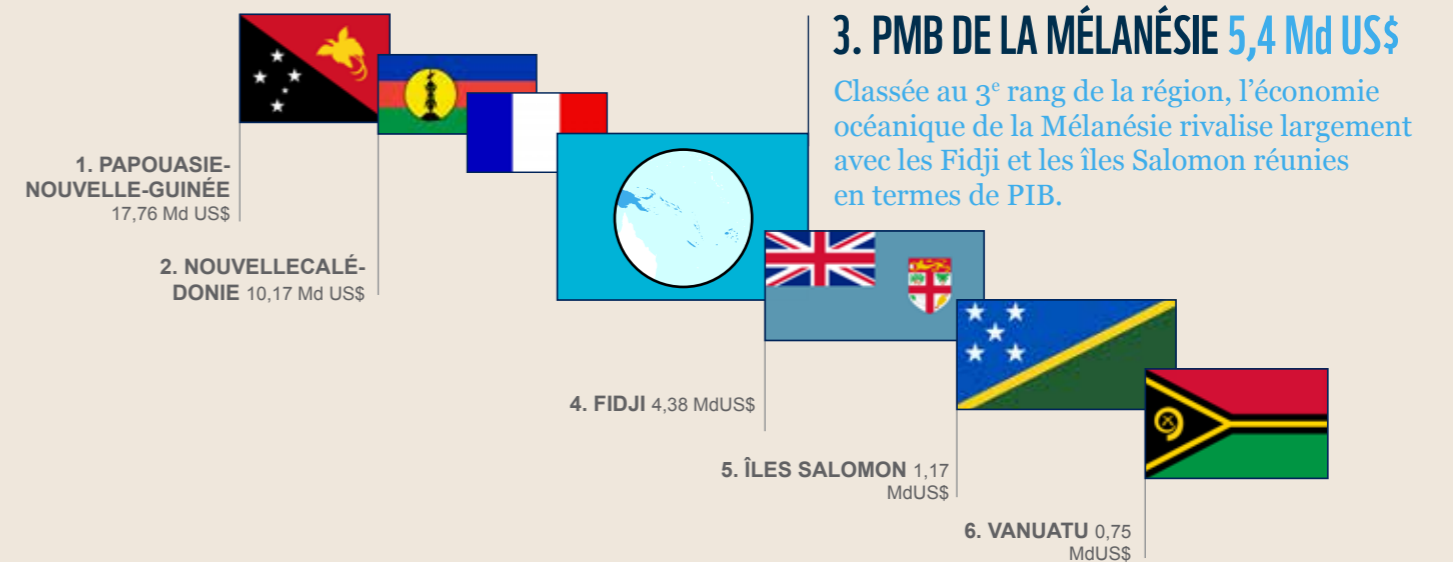
PRODUCTION DIRECTE DE L'OCÉAN

- 53% Pêche marine commerciale
- 2% Pêche marine non-industrielle
- 1% Aquaculture / mariculture



OÙ SE SITUE LE PRODUIT MARIN BRUT DE LA MÉLANÉSIE PAR RAPPORT AUX PIB RÉGIONAUX ?

(données de 2015)



3. PMB DE LA MÉLANÉSIE 5,4 Md US\$

Classée au 3^e rang de la région, l'économie océanique de la Mélanésie rivalise largement avec les Fidji et les îles Salomon réunies en termes de PIB.

Le contenu de la présente section est tirée d'une analyse de :



© The Boston Consulting Group, Inc. Tous droits réservés. Pour en savoir plus sur la méthodologie du BCG, consultez le site : ocean.panda.org

SOURCES:

Perspectives de l'économie mondiale 2015 (FMI); Données nationales de l'ONU: Nouvelle-Calédonie (UNSD 2016).



© Gai Holloway / WWF

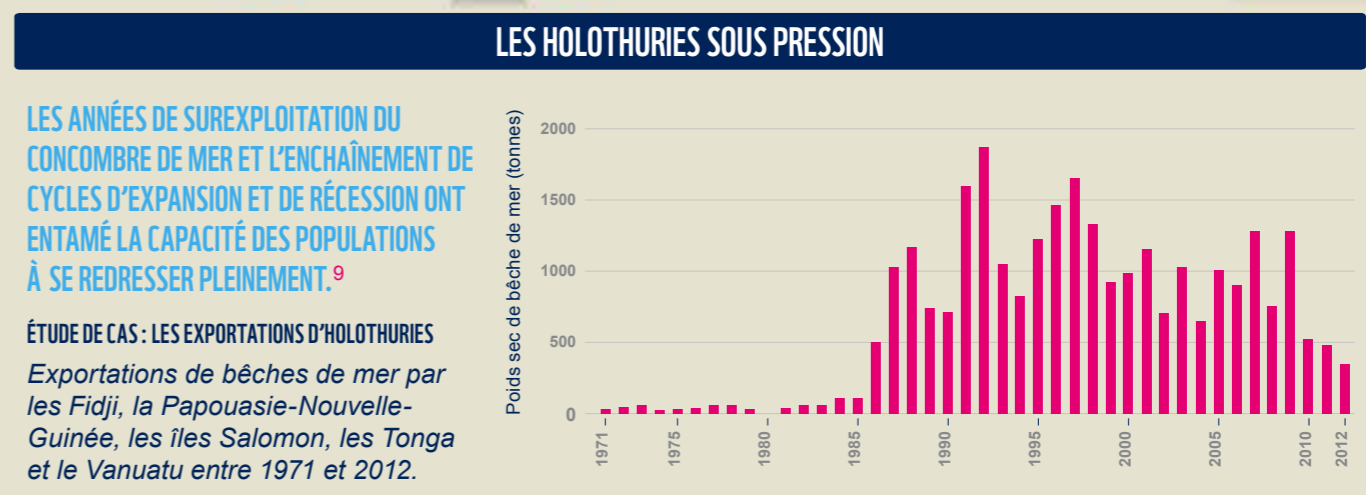
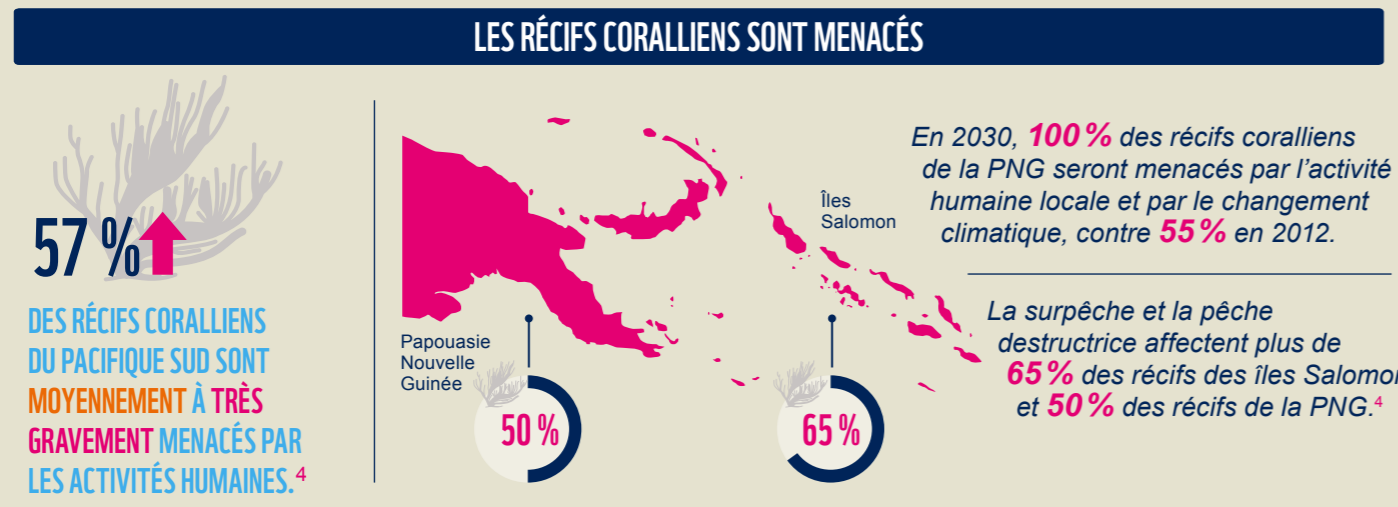
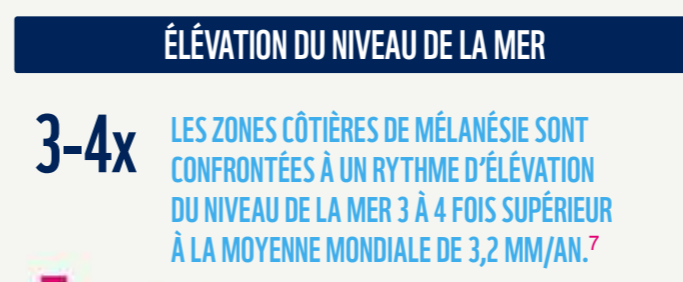
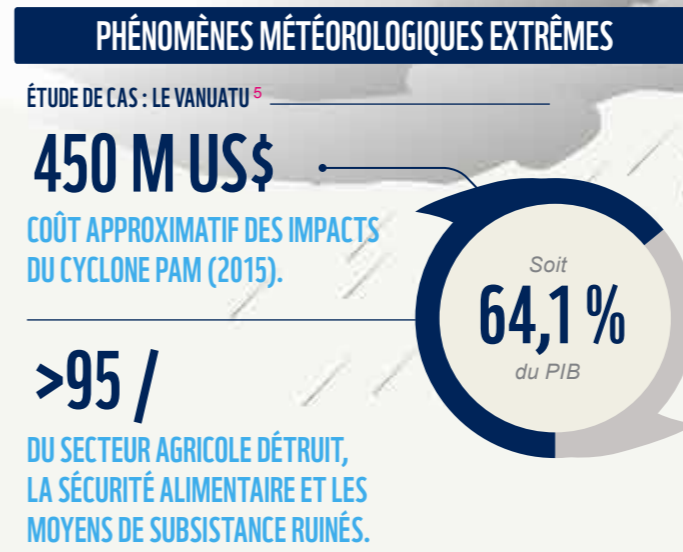
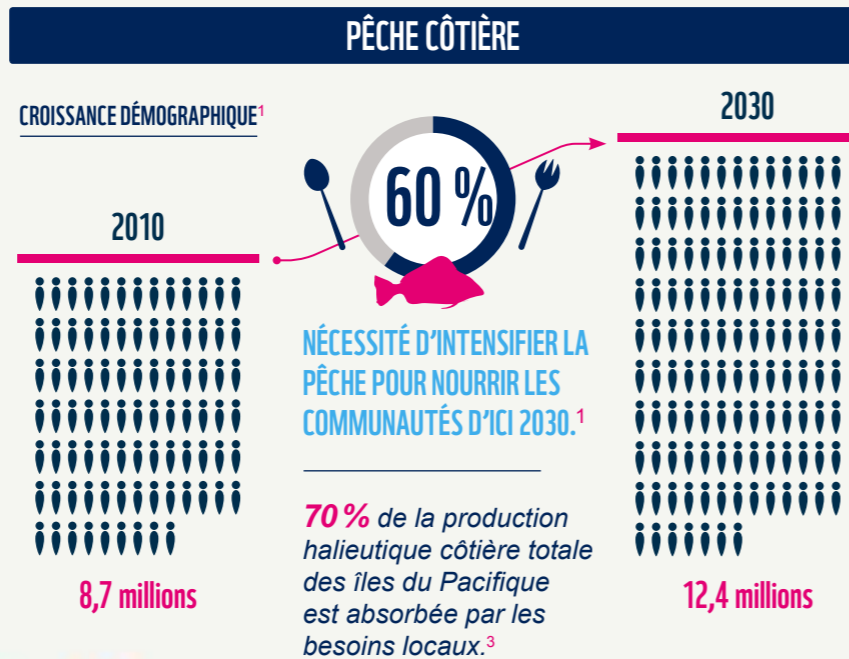
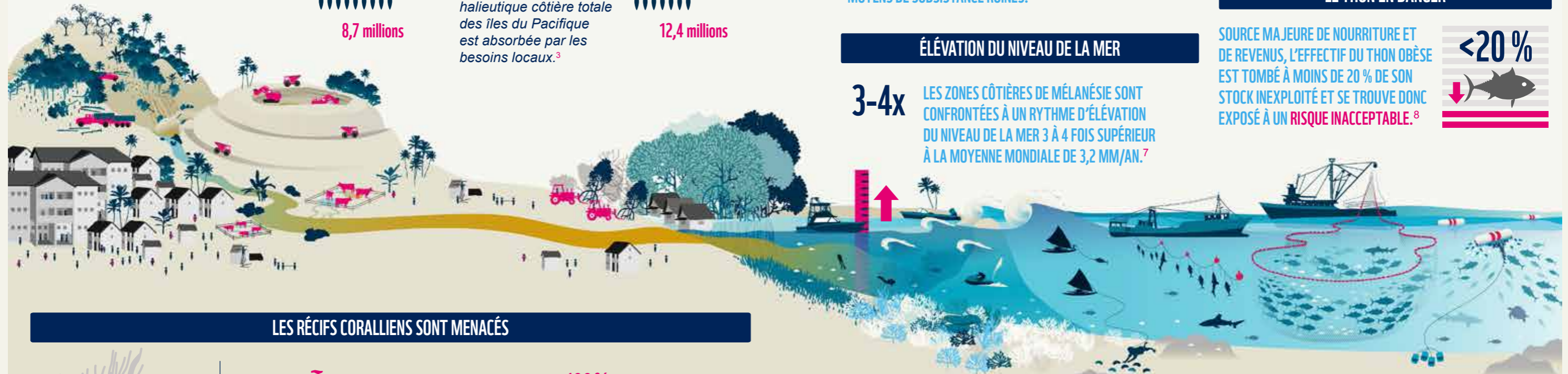
IL DEVIENT DE PLUS EN PLUS ÉVIDENT QUE L'OCÉAN MÉLANÉSIEN ET SES ACTIFS SUBISSENT DE FORTES PRESSIONS AU NIVEAU LOCAL, RÉGIONAL ET GLOBAL.

Ces évolutions ne sont pas sans implication sur l'environnement, la sécurité alimentaire, l'emploi et le bien-être des communautés locales ou des régions alentours. À l'heure où les conditions physiques et chimiques de l'océan se transforment plus rapidement qu'à n'importe quel autre moment de l'histoire, il est même très probable que la dégradation des actifs océaniques de la région mélanésienne restreigne l'éventail des solutions pour les générations à venir. Or, au plan économique, l'océan est assimilable à un véritable « fonds de richesses communes » dont le rythme d'érosion en réduit mécaniquement la valeur pour les générations actuelles et futures. Raison de plus, s'il en fallait, pour remettre à plat les agendas avant que ce capital océanique si précieux ne s'effondre pour de bon.

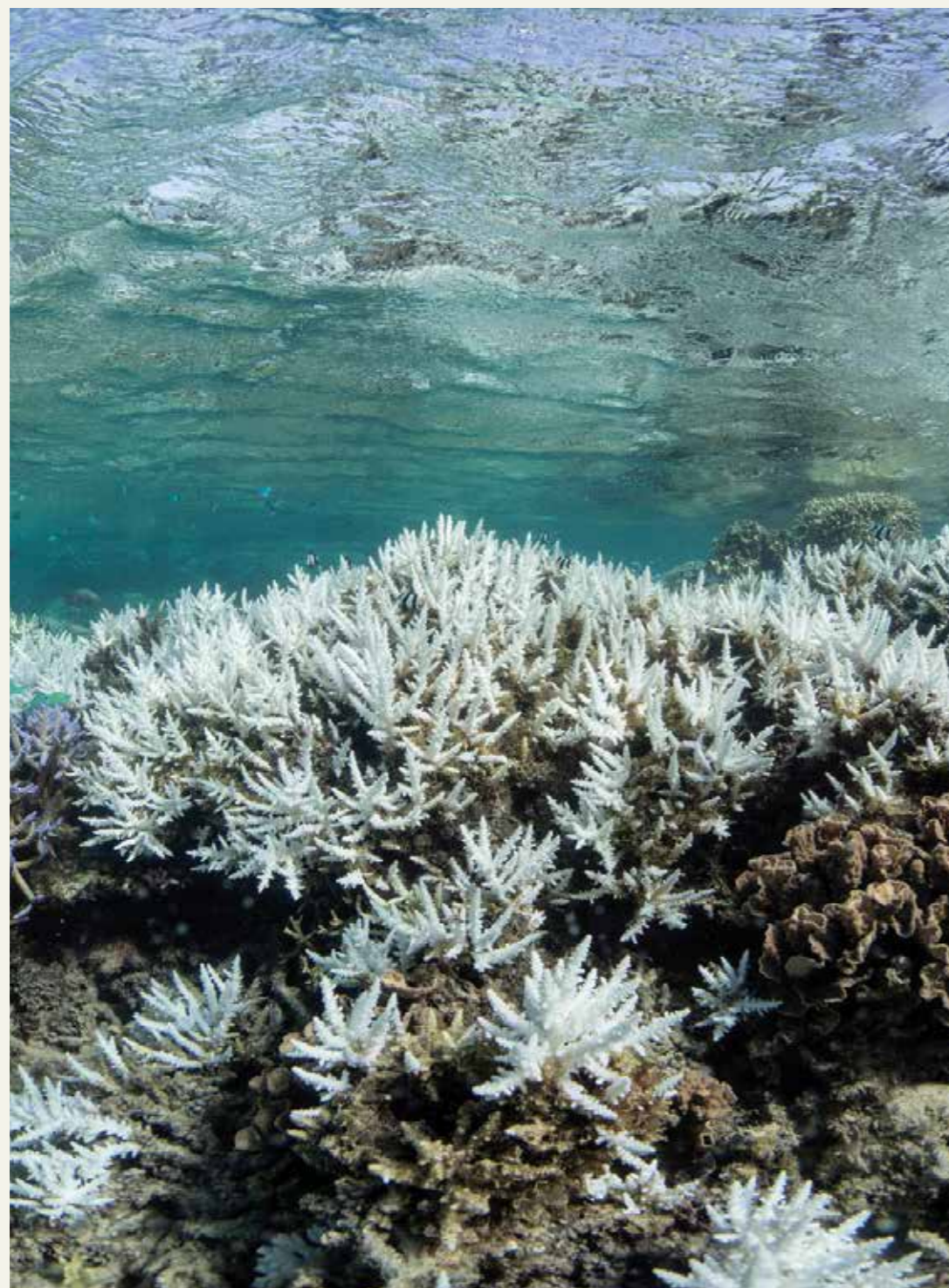
Simione Koto arbore fièrement le riche assortiment de poissons de récifs qu'il vient de pêcher sur l'île d'Ono (province de Kadavu, Fidji). De manière générale, les communautés insulaires sont fortement tributaires de leurs ressources marines pour leur survie et leurs moyens de subsistance.

FIGURE 2 ÉTAT DES ACTIFS MARINS DE LA MÉLANÉSIE

En Mélanésie, surpêche, changement climatique, projets de valorisation des ressources et autres pressions menacent la sécurité alimentaire, la protection côtière et les perspectives économiques à long terme.



SOURCES : 1. UNDESA, 2015. 2. Bell et coll., 2009. 3. Gillett, 2011. 4. Burke et coll., 2012, Chin et coll., 2011, Hoegh-Guldberg et coll., 2014. 5. Gouvernement du Vanuatu, 2015. 6. Clarke, 2011. 7. GIEC, 2013. 8. Harley et coll., 2014. 9. Carleton et coll., 2013.



© XL Calin Seaview Survey

Comme le montre la photo ci-dessus, l'épisode de blanchissement corallien massif survenu à l'échelle mondiale en 2015 et 2016 n'a pas épargné la Mélanésie, ou en l'occurrence, les Fidji. Il est malheureusement à redouter que certains pans du couvert corallien ne se reconstituent pas complètement.

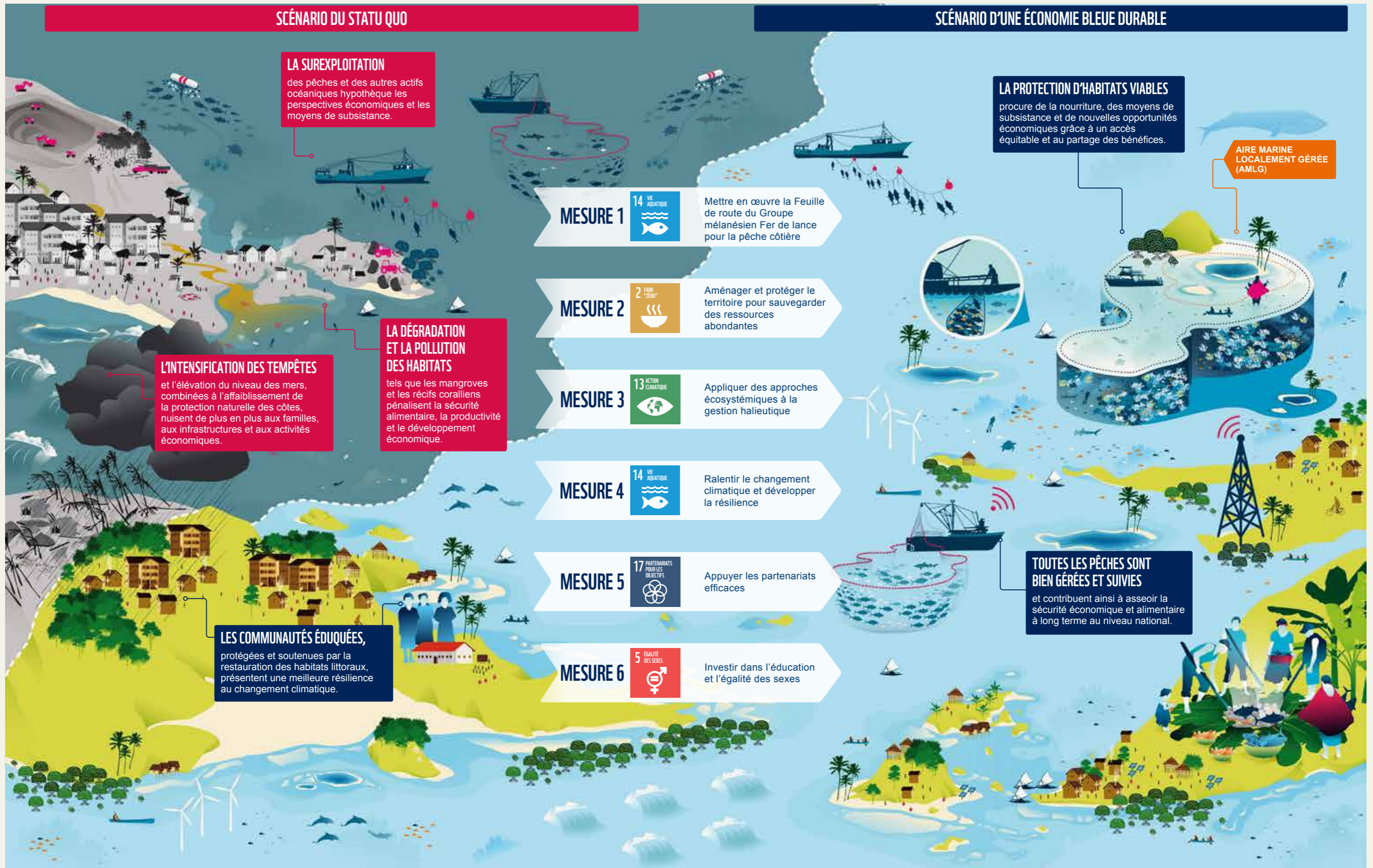
Dans ce contexte, les dirigeants de la région n'ont que deux options. La première consiste à poursuivre la trajectoire actuelle, consistant à accroître la pression exercée sur les actifs océaniques et à adopter des mesures et/ou engagements publics inappropriés. Une telle orientation aurait pour effet inéluctable de grandement assombrir l'avenir de la région mélanésienne et les perspectives de ses habitants. La seconde option consiste à tracer une voie basée sur la connaissance, l'échange en vue d'instaurer une économie bleue durable et inclusive. Cette approche réunit les conditions pour qu'un développement économique fondé sur l'exploitation des actifs marins et littoraux contribue réellement et pour longtemps à la prospérité et à la résilience de la région mélanésienne.

UN LEADERSHIP VISIONNAIRE, DES MESURES DÉCISIVES ET AUDACIEUSES DE LA PART DES DIRIGEANTS ET DES CITOYENS SONT DÉSORMAIS URGENTES CAR LA RÉGION SE PRÉPARE À FAIRE FACE À DES PRESSIONS PLUS INTENSES QUE JAMAIS.

Ce rapport est un appel au ralliement lancé à l'attention des décideurs qui, dans toute la région, ont pris conscience de la nécessité d'agir à une échelle beaucoup plus large qu'estimé jusque-là, et ce dès maintenant. Le soutien des communautés, la naissance d'un véritable élan intersectoriel comme au sein de chacun des secteurs, le déblocage de nouveaux moyens financiers et la mobilisation de l'ensemble des services gouvernementaux dans la mise en oeuvre des mesures nationales s'imposent pour reconstruire les écosystèmes et les habitats, indispensables aux pêches assurant une sécurité alimentaire et des revenus absolument essentiels. Ces habitats sous-tendent en outre de précieuses activités touristiques durables et apportent une protection littorale d'autant plus fondamentale qu'elle sauvegarde la vie et les moyens de subsistance des familles de la région tout entière.

En 2017, les projecteurs du globe seront braqués sur la Mélanésie du fait du rôle crucial joué par la région dans l'application des Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU (et notamment, l'objectif fixé en matière océanique). L'occasion sera ainsi donnée aux dirigeants mélanésiens de montrer à la planète comment instaurer sans plus tarder une économie bleue durable et inclusive, et faire en sorte que leurs populations puissent à l'avenir continuer à profiter des multiples services offerts par leur océan, auquel elles sont tant attachées.

FIGURE 3 DEUX SCÉNARIOS FUTURS POSSIBLES POUR LA MÉLANÉSIE





© Jürgen Freund / WWF

Deux garçons se dirigent en barque vers l'île de Katawaqa (Fidji), site de nidification pour les tortues. Un leadership visionnaire complété par des mesures décisives et audacieuses : tel est l'impératif qui s'impose pour ouvrir une nouvelle ère du développement durable et insuffler un réel espoir à nos enfants.

DES OCÉANS SAINS ET UNE ÉCONOMIE BLEUE DURABLE ET INCLUSIVE NE VERRONT LE JOUR QU'AU PRIX D'INVESTISSEMENTS ET D'EFFORTS, MAIS LES BÉNÉFICES ET RÉSULTATS QUI EN DÉCOULERONT SERONT BEAUCOUP PLUS GRANDS QUE CE SOIT EN MATIÈRE DE PRODUCTIVITÉ, DE STABILITÉ ET DE SÉCURITÉ.

MESURE 1 LA FEUILLE DE ROUTE DU GROUPE MÉLANÉSIEN, FER DE LANCE POUR UNE MEILLEURE GESTION DE LA PÊCHE CÔTIÈRE

La feuille de route du groupe mélanésien, fer de lance de la gestion et le développement durable de la pêche côtière sur la période 2015-2024, a été initiée à la demande des premiers ministres des États concernés, inquiets de l'évolution des moyens de subsistance des communautés conscientes du caractère peu soutenable des modèles actuels de gestion des pêches côtières (à petite échelle), dont dépendent la majorité des populations côtières de Mélanésie.

Parmi les plus grandes priorités de cette gestion de la pêche côtière et hauturière, figurent d'une part, le renforcement des politiques, de la législation, des cadres de gestion et des mécanismes de financement, d'autre part, le renforcement des capacités, l'amélioration de la collecte des données et la mobilisation des moyens. Les lignes budgétaires et l'effectif des agences gouvernementales chargées de la pêche doivent être spécifiquement affectés à la consolidation de la gestion des activités halieutiques littorales et hauturières, et non plus, comme aujourd'hui, au développement et à l'expansion de la pêche en haute mer. Cette mesure occupe une place centrale dans la réalisation de l'ODD 2 consacré à la sécurité alimentaire.

MESURE 2 AMÉNAGER ET PROTÉGER LE TERRITOIRE POUR SAUVEGARDER LES RESSOURCES

Les réseaux d'outils de gestion spatiale que forment les aires marines protégées (AMP), les aires marines gérées localement (AMGL) et les aires marines gérées (AMG) peuvent beaucoup contribuer à la défense des intérêts communautaires et nationaux en assurant la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance et en soutenant des industries économiquement importantes comme la pêche

et le tourisme. Elles sont fondamentales à toute approche de développement durable, notamment à l'atteinte de l'ODD 14, et peuvent également être des solutions rentables d'atténuation, de lutte contre le changement climatique et de réduction des risques de catastrophe naturelle.

Pour valoriser leur remarquable potentiel, encore faut-il que ces réseaux soient développés sous l'impulsion des communautés locales, positionnés stratégiquement et convenablement administrés. Si la Mélanésie a démontré son leadership en matière de développement d'AMGL, à l'instar de nombreuses autres régions du monde, un gouffre demeure entre les objectifs scientifiquement fondés figurant dans les nombreux accords signés par ces pays et le degré d'avancement de leur réalisation.

La protection spatiale doit être développée dans le cadre d'une démarche multisectorielle axée sur l'établissement de plans spatiaux marins rigoureux et proactif afin de rattraper le retard et garantir que les aires protégées y soient largement représentées. Les succès rencontrés dans la gestion spatiale à l'échelon local - comme l'initiative du Vessel Day Scheme de l'Accord de Nauru ou la généralisation de la gestion communautaire des ressources côtières dans les AMGL, contribuent à orienter l'aménagement spatial dans le sens d'une intégration de la conservation et de la consommation durable des ressources marines.

MESURE 3 APPLIQUER DES APPROCHES ÉCOSYSTÉMIQUES DE GESTION DES RESSOURCES

Si l'exploitation d'une pêcherie au-delà du niveau de prélèvement durable procure parfois des bénéfices à courte échéance, elle finit tôt ou tard par en faire décroître la productivité, avant d'en provoquer l'effondrement pur et simple. À cet égard, l'intérêt des approches écosystémiques pour la gestion des ressources réside dans l'application d'une démarche intégrée englobant l'ensemble des composantes écosystémiques et des activités humaines. Dans l'idéal, les mesures de gestion doivent être assorties d'un dispositif de conservation spatiale prenant une forme variable : AMGL, AMG ou AMP, gestion intégrée d'un bassin versant, investissements dans des mécanismes d'usage durable des sols. Notons à ce propos que le recours à un processus de consultation multisectorielle inclusive pour les besoins de la planification spatiale constitue un volet majeur de l'approche de gestion écosystémique sous-tendant l'application du Cadre pour la croissance verte arrêté par le Groupe mélanésien Fer de lance en faveur du développement durable. Lorsqu'elle est judicieuse, la planification spatiale mise au service d'une approche écosystémique permettra d'atteindre l'ODD 14 relatif à la vie aquatique.

MESURE 4 FREINER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DÉVELOPPER LA RÉSILIENCE

Le changement climatique comporte un risque de taille pour la région mélanésienne et fait peser des menaces immédiates sur les pêcheries du Pacifique, les communautés côtières et les récifs coralliens. C'est la raison pour laquelle une action directe dans le sens de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique apparaît simplement indispensable pour que les pays mélanésiens réduisent leur vulnérabilité. Plus précisément, toute stratégie climatique globale pour la Mélanésie se doit de prévoir l'élaboration de plans régionaux définissant les conditions de mise en place de pêcheries climato-intelligentes ; une planification spatiale et une gestion dynamiques et localement appropriées, comportant la création d'AMGL, d'AMG et d'AMP ; une aquaculture à faible empreinte ; des navires de pêche économes ; et des recherches sur les espèces tolérantes au climat. L'adoption d'une perspective économique complète valorisant la neutralité carbone contribuera par ailleurs à stimuler la croissance en favorisant l'accès au financement climatique et la réalisation d'investissements dans les nouvelles technologies renouvelables. En dehors de conditionner le bien-être économique et social des générations futures de la région mélanésienne, ces mesures permettront tant à la Mélanésie qu'à la communauté internationale de tenir les engagements pris en vertu de l'Accord de Paris sur le climat et de remplir l'ODD 13 touchant au changement climatique.

MESURE 5 APPUYER LES PARTENARIATS EFFICACE

Individus, écosystèmes et industrie doivent être considérés comme des éléments intégrés dans la prise de décision concernant les systèmes océaniques. De même, la protection et la restauration de l'océan sont de la responsabilité collective des gouvernements, des communautés locales et des entreprises responsables. Dans tous les cas, les solutions retenues doivent prendre appui sur une réflexion holistique qui embrasse les besoins et les limites d'ordre naturel, social et économique et prend en compte le contexte institutionnel et les modalités de gouvernance de la Mélanésie. Parallèlement, il convient d'encourager et de soutenir la conclusion de partenariats visant à identifier, développer et mettre en oeuvre des technologies et des solutions innovantes destinées à engager les forces du marché. Ces dernières seront à leur tour invitées à agir en faveur de la protection des individus, des pêches et des écosystèmes en incitant les entreprises à concevoir des solutions durables dans des industries économiquement importantes comme la pêche, le tourisme et le transport. Pour être efficace, une politique stratégique doit cependant se voir affecter des moyens appropriés, bénéficier d'une mise en oeuvre rigoureuse et pouvoir réguler des secteurs aussi variés que l'extraction minière, le tourisme et l'agriculture. Quant à la création d'une plateforme de connaissances et de solutions océaniques, elle aurait pour intérêt de permettre la diffusion et le transfert des compétences et des capacités entre nations et entre secteurs, et ce faisant, de faciliter la mise au point de formules inédites. Menées de concert, ces actions permettront d'atteindre l'ODD 17 renvoyant aux partenariats.

MESURE 6 INVESTIR DANS L'ÉDUCATION ET L'ÉGALITÉ DES SEXES

L'expérience montre que l'égalité des sexes et le pouvoir d'action des femmes concourent à la croissance économique, au développement durable et à la stabilité des nations. À ce titre, l'une des meilleurs moyens de renforcer les capacités est d'investir dans les femmes, la jeunesse et les enfants. Il existe ainsi un besoin urgent pour les dirigeants mélanésiens d'affecter des ressources à la poursuite de la promotion de l'égalité des sexes, à l'amélioration de l'accès des femmes, des jeunes et des enfants à l'éducation, et à leur intégration à la prise de décision en matière de gestion des ressources naturelles. Il s'agit là rien de moins qu'un impératif pour réaliser l'ODD 5 ayant trait à l'égalité des sexes.

À l'heure où la région, et plus généralement la planète, se trouve confrontée à des mutations sans précédent, l'état des précieux actifs océaniques et côtiers assurant la survie des communautés mélanésiennes depuis plusieurs millénaires justifie une action des plus urgentes. Car s'il ne faut pas oublier une chose, c'est que le temps joue contre nous.

La précarité grandissante de la dépendance étroite unissant les Mélanésiens à l'océan doit se lire à l'aune de la détérioration des actifs littoraux et maritimes résultant des pressions locales, régionales et globales. S'abstenir d'agir avec détermination reviendrait à condamner ces ressources essentielles et les individus qui en sont tributaires à un avenir plus qu'incertain.



C'EST EN PRENANT AUJOURD'HUI DES DÉCISIONS FORTES, EN LES COMPLÉTANT PAR UNE ACTION DURABLE ASSOCIÉE À DES INVESTISSEMENTS PRUDENTS VISANT À PRÉSERVER LES ACTIFS OCÉANIQUES ET CÔTIERS DE LA MÉLANÉSIE QUE NOUS SAUVEGARDERONS L'AVENIR DES COMMUNAUTÉS ET DES ÉCONOMIES DE LA RÉGION DANS LES DÉCENNIES A VENIR.

L'océan mélanésien en chiffres

100%
RECYCLÉ



548 Md US\$

La valeur du patrimoine océanique de la Mélanésie est supérieure à 548 milliards d'US\$.

60%

En 2030, la production halieutique aura dû progresser de 60 % par rapport à 2010 pour satisfaire la consommation intérieure de poisson.



3-4X

Les zones côtières de la région mélanésienne sont confrontées à un rythme d'élévation du niveau de la mer trois à quatre fois supérieur à la moyenne mondiale.

3^e

Le produit marin brut place l'océan mélanésien en troisième économie de la région.



Notre raison d'être

Arrêter la dégradation de l'environnement naturel de la planète et construire un avenir où les êtres humains vivent en harmonie avec la nature.

panda.org

SOUTENEZ NOS MERS